

**Marché public de travaux : réfection et mise en sécurité incendie du
Tribunal judiciaire de Châteauroux**

**LOT 3
Désenfumage**

**ACTE D'ENGAGEMENT
(AE)**

Le présent document comporte 7 pages numérotées de 1 à 7.

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

N°-...-...

A – OBJET ET IDENTIFIANTS

Personne publique : Acheteur public

ETAT - MINISTERE DE LA JUSTICE

État – Ministère de la Justice - Cour d’Appel de BOURGES

Représenté par Monsieur le Premier Président de la Cour d’appel de Bourges et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour.

Service Administratif Régional

8, rue des Arènes – CS 60138

18021 BOURGES CEDEX

Tél : 02.48.68.34. 56 ou 02.34.34.70.35

E-mail : ddarj.sar.ca-bourges@justice.fr

Objet du marché :

**Marché public de travaux : réfection et mise en sécurité incendie du Tribunal judiciaire de
Châteauroux**

Lot 3-Désenfumage.

Le détail des prestations est décrit dans le Cahier des Clauses techniques Particulières (CCTP).

Le présent marché est passé en vertu des articles L2123-1 et R. 2123-1 du code de la commande publique.

Code CPV principal :

45343000-3- Travaux d'installation de dispositifs de prévention contre les incendies.

Imputation budgétaire :

Domaine Fonctionnel 0166-06-06 - Activité 016601060206- Groupe de marchandises 37.03.06

Représentants du Pouvoir Adjudicateur :

Le Premier Président et le Procureur Général de la Cour d'Appel de Bourges,
Ayant compétence conjointement pour passer les marchés répondant aux besoins des services judiciaires dans le ressort de leur Cour d'Appel, par délégation du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice.

En cas d'absence ou d'empêchement, les chefs de cour sont représentés par Le Directeur délégué à l'Administration Régionale Judiciaire de la Cour d'appel.

Personne habilitée à donner des renseignements prévus aux articles R.2191-59 et suivants du code de la commande publique :

Le Premier Président et le Procureur Général de la Cour d'Appel de Bourges

Représentant de la personne publique contractante pour l'exécution : coordinateurs :

- pour le suivi administratif et financier : Le directeur délégué à l'administration régionale judiciaire ou Le responsable de la gestion budgétaire

- et pour le suivi technique : Le responsable de la gestion du patrimoine immobilier et le technicien immobilier

au Service Administratif Régional (S.A.R) de la Cour d'Appel de Bourges.

Responsable du Suivi et de l'Exécution du Marché (R.S.E.M.) local :

Le directeur de greffe ou le directeur de greffe adjoint du tribunal judiciaire de Châteauroux

Comptable public assignataire des paiements :

DRFIP 21 – 1 bis Place de la Banque – 21042 DIJON CEDEX

B - ENGAGEMENT DU SOUMISSIONNAIREArticle B-1 - Contractant :

Je soussigné (1) :

Agissant pour le nom et pour le compte de la société (2) :

Au capital de :

Ayant son siège social à (3) :

Téléphone :

Mel :

Immatriculée :

Numéro d'identité de l'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce : :

1) indiquer les nom, prénom et qualité du signataire

2) préciser l'intitulé complet et la forme juridique de la société

3) adresse complète, numéro de téléphone et mel

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (CCAP), du cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et des documents qui y sont mentionnés, et après avoir produit les documents, certificats et attestations visés aux articles L L2143-3 du code de la commande publique.

M'engage sans réserve

Sur la base de mon offre exprimée en Euros

conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que pour la durée de validité des offres, indiquée au Règlement de la Consultation (RC).

Article B-2 - Montant du marché :

Les prix du présent marché sont établis à la référence économique du mois « mois zéro » comprenant la date limite de remise des offres, soit octobre 2025.

Le montant de la prise en charge : est égal à la somme telle que mentionnée dans le DPGF **annexé** au présent acte d'engagement, dont copie ci-dessous :

DPGF Lot 3 Désenfumage		
Description	Unité	Montant forfaitaire € HT
Déplacement des DCM 00.01 & DCM 01.02 dans leurs cages d'escaliers respectives	Forfait	
Regroupement des 4 DCM en un seul DMCR + DAC à émission dans la salle d'audience assise (ZF1)	Forfait	
Mise en service, essais, et livrables administratifs	Forfait	
Montant total HT		- €

Article B-3 – Répartition des prestations : (en cas de groupement conjoint)

Les membres du groupement conjoint indiquent dans le tableau ci-dessous la répartition des prestations que chacun d'entre eux s'engage à réaliser :

Désignation des membres du groupement conjoint	Prestations exécutées par les membres du groupement conjoint	
	Nature de la prestation	Montant H.T. de la prestation

Article B-4 - Sous-traitance :

Le(s) DC4 annexé(s) au présent marché indique(nt) la nature et le montant des prestations qui seront exécutées par le (les) sous-traitant(s) payé(s) directement, le nom de ce (ces) sous-traitant(s) et les conditions de paiement de ce (ces) contrat(s) de sous-traitance ; le montant des prestations sous traitées indiqué dans la DC4 constitue le montant maximal de la créance que le (les) sous-traitant(s) pourra (pourront) présenter en nantissement.

Chaque DC4 constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations exécutées par le (les) sous-traitant(s) payés directement ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le (les) sous-traitant(s) concerné(s) pourra (pourront) présenter en nantissement.

Nature des prestations sous-traitées	Montant HT €	TVA €	Montant TTC €
.....
.....
.....
Montant Total		

En conséquence, le montant maximum que le Titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants bénéficiant du paiement direct et qu'il est autorisé à céder ou à donner en nantissement est de€ **TTC**, représentant le montant des prestations payées à prix forfaitaire.

Article B-5 - Durée du marché :

Le présent marché est conclu à compter de la notification pour une durée de cinq mois.

Article B-6 - Paiements :

Les modalités de règlement des comptes du marché sont précisées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

L'administration se libérera par virement des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant en EUROS, au crédit du compte ouvert :

- au nom de :
- banque :
- sous le numéro :

(joindre un ou des relevés d'identité bancaire ou postal)

Bénéfice de l'avance :

- ☐ **J'accepte** de percevoir l'avance à laquelle je peux prétendre en application de l'article R2191-3 du code de la commande publique **(4)**.
- ☐ **Je refuse** de percevoir l'avance à laquelle je peux prétendre.

(4) Cocher une des deux cases seulement

Fait en un seul original

A, le.....

Cachet et signature du représentant du soumissionnaire habilité à signer le marché

C - REPONSE DE L'ADMINISTRATION

Acceptation de l'offre :

Est acceptée la présente offre pour valoir Acte d'Engagement.

A, le.....

Signature du Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Date d'effet du marché :

La notification transforme le projet de marché en marché et le soumissionnaire en titulaire.

☐ Reçu à titre de notification une copie du présent marché.

A, le.....

Signature du Titulaire

☐ Reçu l'avis de réception électronique de la notification du marché